

RAPPORT ANNUEL 2025



ALLIANCE URGENCES

UNIS FACE À L'URGENCE



LES MEMBRES D'ALLIANCE URGENCES



Action contre la Faim a pour mission de sauver des vies en éliminant la faim par la prévention, la détection et le traitement de la sous-nutrition.



Handicap International œuvre aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.



Plan International agit pour un monde plus juste et durable qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité entre les filles et les garçons.



CARE met les femmes et les filles au cœur de ses programmes avec comme objectif de lutter contre la pauvreté et les inégalités et de défendre l'accès aux droits fondamentaux.



Médecins du Monde met les personnes exclues et leurs communautés en capacité d'accéder à la santé tout en se battant pour un accès universel aux soins.



Solidarités International se bat pour l'accès à l'eau potable pour tous et apporte, en mains propres, une aide digne et vitale à celles et ceux dont la vie et la santé sont menacées, en couvrant leurs besoins essentiels : boire, manger, s'abriter et se laver.

SOMMAIRE

/4

EDITO

/5

ALLIANCE URGENCES

/6

2025 EN CHIFFRES

/7-9

**URGENCE CYCLONE
CHIDO (MAYOTTE, MOZAMBIQUE)**

/11-13

**URGENCE SÉISME
AU MYANMAR**

/14-20

**URGENCE CONFLIT
AU SOUDAN**

/23

FONDS D'URGENCE

/24-26

RAPPORT FINANCIER

/27

REMERCIEMENTS

UNIS FACE À L'URGENCE



Anne Bideau

Directrice de Plan International France
Présidente d'Alliance Urgences



L'année 2025 s'est ouverte sur une annonce choc : la suspension de l'ensemble des programmes de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), pilier historique de l'aide publique au développement. À eux seuls, les États-Unis représentaient alors près de 40 % de l'aide humanitaire à l'échelle mondiale. Dès le 25 janvier 2025, l'ensemble des programmes de l'agence ont été suspendus pour être remis en question, puis, dans leur vaste majorité, démantelés. Dans le même temps, l'agence américaine voyait ses effectifs s'effondrer : près de 94 % des postes ont été supprimés ou non reconduits, soit près de 10 000 emplois sur les 13 000 que comptait USAID.

Cette décision, aussi soudaine que radicale, n'a fait qu'accélérer une tendance déjà à l'œuvre. Depuis plusieurs années, les financements institutionnels, américains comme européens, étaient orientés à la baisse. Mais 2025 restera, à bien des égards, une année noire pour le financement de l'aide humanitaire. Elle marque le début d'un recul historique de l'aide publique au développement, dont les conséquences se feront durablement sentir sur l'ensemble du secteur.

Alliance Urgences n'a malheureusement pas échappé à cette réalité et a dû engager les adaptations nécessaires afin de garantir la pérennité d'un dispositif dont la mission demeure essentielle, et plus encore dans un contexte de contraction des financements.

Les six ONG membres ont donc entrepris une profonde réorganisation. Cette année de transition a notamment été marquée par le départ de l'équipe spécifiquement dédiée à Alliance Urgences. Désormais, ce sont les équipes permanentes des différentes ONG fondatrices qui assurent collectivement le lancement et le suivi des opérations de collecte, dans une logique de mutualisation des ressources et d'efficacité accrue.

Le Fonds d'urgence d'Alliance Urgences a également été repensé. Il permet désormais aux donateurs et donatrices de soutenir nos actions tout au long de l'année, et non plus uniquement lors des grandes campagnes d'appel à la générosité. Une évolution qui rend notre fonctionnement à la

fois plus souple pour les donateurs et donatrices et plus agile pour nos membres.

Agilité et efficacité : ces exigences sont aujourd'hui au cœur de notre action. Car si le contexte se dégrade pour l'ensemble du secteur humanitaire, les besoins, eux, ne faiblissent pas, bien au contraire.

Conflits armés prolongés, déplacements massifs de populations, aggravation de l'insécurité alimentaire et multiplication des catastrophes climatiques ont durement frappé les populations les plus vulnérables. De Gaza au Soudan, de l'Ukraine à Madagascar, des millions de femmes, d'hommes et d'enfants ont été confrontés à la violence, à la faim, à la perte de leurs moyens de subsistance et à l'effondrement des services essentiels.

Dans de nombreux contextes, les effets du changement climatique sont venus aggraver des situations déjà extrêmement fragiles, comme à Mayotte ou Madagascar. Ailleurs, au Soudan notamment, une crise majeure s'est transformée en catastrophe humanitaire de grande ampleur sous l'effet conjugué de l'intensification des violences, de l'effondrement des financements et, parfois, du désintérêt de l'opinion publique.

Car notre responsabilité ne se limite pas à intervenir dans l'urgence. Il nous faut aussi continuer à mobiliser, à alerter et à sensibiliser. Dans un monde saturé de crises, maintenir l'attention et la solidarité est devenu un combat en soi.

Si 2025 fut une année de transition, elle aura aussi posé les bases d'une Alliance Urgences plus agile, plus résiliente et plus unie face aux bouleversements du monde contemporain.

Puissions-nous faire de 2026 l'année de la relance : une année d'engagement et de mobilisation collective, pour continuer, ensemble, humanitaires et donateurs, partenaires médias et bailleurs, à porter secours aux populations les plus vulnérables, au nom d'une conviction simple mais essentielle : notre humanité commune.

EN CAS D'URGENCE, SIMPLIFIER L'ACTE DU DON POUR EN AMPLIFIER L'IMPACT

Début 2020, six grandes organisations humanitaires de terrain ont décidé de s'unir pour faciliter l'élan de solidarité nationale en cas d'urgence.

Leur objectif : renforcer significativement la complémentarité, la rapidité et l'impact de leur réponse aux besoins des plus vulnérables.

À qui donner pour être le plus efficace ? Comment aider le plus grand nombre ? À quels besoins répondre en priorité ?

Habituées depuis plusieurs décennies à agir ensemble sur le terrain des crises les plus sévères, les grandes organisations humanitaires françaises se devaient d'apporter une réponse concrète aux questions légitimes que chaque personne se pose en cas de catastrophe humanitaire. C'est ainsi qu'Action contre la Faim, CARE, Handicap International, Médecins du Monde, Plan International et Solidarités International ont décidé de joindre leurs forces et de créer, en 2020, l'association Alliance Urgences, l'organisme de référence en cas d'urgence humanitaire.

Leur but ?

- **Simplifier le paysage de l'urgence** en jouant le rôle de coordinateur entre les ONG, les médias et les citoyens et les citoyennes lors d'un appel à la générosité en cas d'urgence humanitaire.
- **Renforcer l'élan de solidarité nationale autour des catastrophes humanitaires** médiatisées ou trop souvent « oubliées » en s'adaptant aux attentes et aux intentions d'engagement de nouveaux publics.
- **Optimiser l'impact de l'action des ONG**, en réduisant les coûts de collecte et les frais de fonctionnement.

Alliance Urgences, l'organisme de référence en cas d'urgence humanitaire

Désormais, à chaque fois qu'une crise de grande envergure frappe des populations dans le monde, ces six ONG aux expertises complémentaires et à la capacité d'intervention immédiate dans plus d'une centaine de pays prennent la parole d'une seule et même voix.

Alliance Urgences déclenche une campagne d'appel aux dons commune pour mobiliser le plus largement possible et répondre au plus vite aux besoins des victimes. Et ce, grâce à des programmes humanitaires autour desquels les membres de l'association se mobilisent pour définir les grands axes de leur action sur le terrain : zones d'intervention, nature de l'aide apportée, populations ciblées, impact, etc. Alliance Urgences s'assure du bon déroulement des programmes au fur et à mesure de l'intervention de ses membres, puis communique en toute transparence sur l'utilisation faite des fonds collectés.

Alliance Urgences regroupe six organisations humanitaires intervenant sur le terrain des crises les plus sévères depuis de nombreuses années et ayant en commun :

- **Une capacité de réponse immédiate en cas d'urgence** : équipes d'intervention et partenaires locaux, stocks de matériel pré-positionnés, processus d'intervention bien rodés.
- **Une capacité d'action internationale** : une centaine de pays couverts par nos différents membres.
- **Une diversité de compétences et d'expertises complémentaires** permettant d'apporter une réponse d'urgence multisectorielle.

2025

© T. Nicholson / HI

3

APPELS D'URGENCE

- CYCLONE CHIDO (Mayotte, Mozambique)
- SÉISME AU MYANMAR
- CONFLIT AU SOUDAN
- Campagne sur le Fonds d'urgence toute l'année

227

DONATEURS, DONT 226
DONATEURS PARTICULIERS

7

MÉDIAS ET RÉGIES PUBLICITAIRES PARTENAIRES

43 215 €

DE FONDS COLLECTÉS

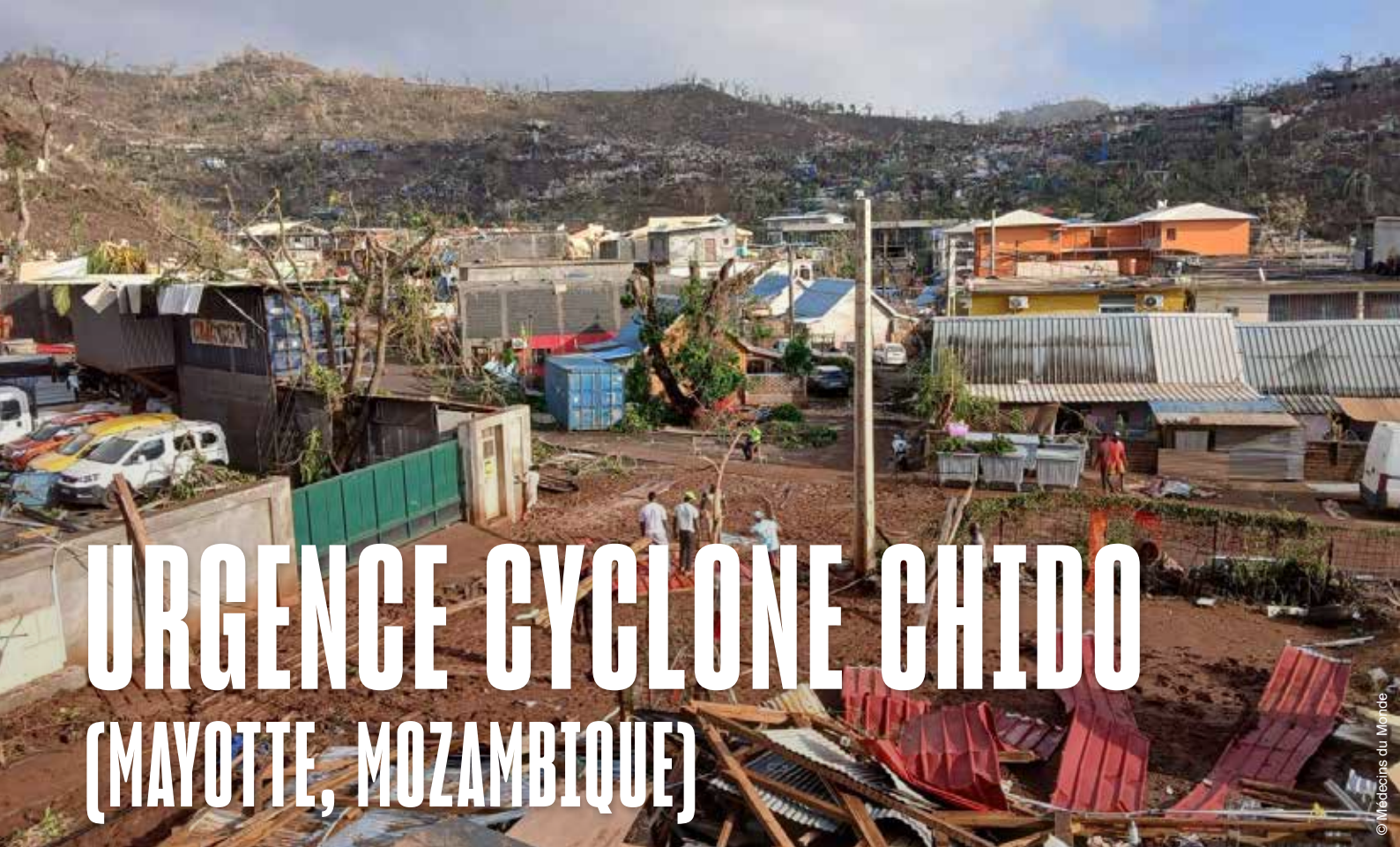
84 %

DES FONDS COLLECTÉS EN 2025
ONT ÉTÉ ALLOUÉS AUX ONG MEMBRES

37,6 €

DE CONTRIBUTIONS EN NATURE DONT 30,5 K€
D'ESPACES PUBLICITAIRES OFFERTS

EN CHIFFRES



URGENCE CYCLONE CHIDO

(MAYOTTE, MOZAMBIQUE)

CONTEXTE

Le 14 décembre 2024, Mayotte a été frappée de plein fouet par le cyclone Chido, un phénomène météorologique d'une violence rare, avec des vents atteignant jusqu'à 220 km/h. Ce cyclone tropical a fait au moins 40 morts, bouleversé la vie des 350 000 habitants de l'île et provoqué des destructions massives, laissant derrière lui un paysage profondément dévasté. Outre la faune et la flore, de nombreux bâtiments ont été détruits ou gravement endommagés, parmi lesquels des hôpitaux, des écoles, des habitations ainsi que des infrastructures essentielles au fonctionnement et à la résilience du territoire.

Le lendemain, le cyclone Chido a frappé le Mozambique, affectant près de 454 000 personnes, principalement dans les provinces de Cabo Delgado et de Nampula, selon les données consolidées en 2025 par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.¹⁶ Les destructions sont massives : plus de 35 000 habitations, près de 200 salles de classe et une vingtaine d'établissements de santé ont été anéantis. L'impact sur les populations est considérable, touchant un grand nombre de civils, dont plus de 90 000 enfants dans la seule province de Cabo Delgado.¹⁷ Déjà fragilisées par la présence de nombreux déplacés internes fuyant un conflit prolongé, ces régions font aujourd'hui face à une crise multidimensionnelle d'une intensité exceptionnelle.¹⁸

Plus d'un an après le passage du cyclone Chido, les besoins humanitaires demeurent considérables et ne montrent aucun signe de recul. En 2025, cette situation s'est encore aggravée à la suite d'une saison cyclonique particulièrement destructrice, marquée par le passage du cyclone Dikeli à la mi-janvier, qui a affecté près de 300 000 personnes, puis du cyclone Jude le 10 mars, touchant près de 400 000 personnes. Ce dernier a causé la mort de 16 personnes et entraîné la destruction de 88 000 habitations, de plus de 270 écoles, de plus de 80 centres de santé ainsi que d'une vingtaine de ponts.¹⁹

Dans ce contexte d'accumulation de chocs, la mobilisation de ressources financières à la hauteur des besoins reste malheureusement insuffisante. En effet, faute de financements, les organisations humanitaires peinent à déployer une réponse adaptée à Mayotte comme au Mozambique. À ce jour, deux fonds d'urgence dédiés au relèvement post-Chido, l'un créé par le Fonds des Nations unies pour la population, l'autre par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, estimés respectivement à 7,2 et 88 millions de dollars, demeurent largement sous-financés, limitant fortement la capacité d'action des organisations humanitaires, qui ne peuvent répondre durablement aux besoins.²⁰

Malgré un contexte financier particulièrement contraint, les six organisations membres d'Alliance Urgences restent pleinement mobilisées, à Mayotte comme au Mozambique. Dans un environnement marqué par la rareté des financements, elles veillent à utiliser leurs ressources financières avec la plus grande rigueur, afin d'en maximiser l'efficacité et l'impact auprès des populations affectées.

LE PROGRAMME HUMANITAIRE D'ALLIANCE URGENCES, PORTÉ PAR SES 6 MEMBRES

- Assistance alimentaire, fourniture d'eau potable.
- Distributions de matériel de première nécessité (tentes, kits de survie, etc.), de kits d'hygiène et de dignité.
- Distribution de kits agricoles (outils, semences).
- Soins de santé (santé primaire, prévention et sensibilisation, veille sanitaire, santé mentale et soutien psychosocial).
- Fourniture d'aides à la mobilité (fauteuils roulants, béquilles, etc.).
- Services de protection des enfants (activités adaptées au sein d'espaces mobiles).
- Assistance liée à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (installation et réhabilitation des réseaux d'eau, gestion des déchets, formations, sensibilisations aux bonnes pratiques d'hygiène, etc.).



© Gabriel INURU

¹⁶Source : [OCHA](#), janvier 2025 - ¹⁷Source : [UNICEF](#), décembre 2024 - ¹⁸Source : [HCR](#), janvier 2025 - ¹⁹Source : [OCHA](#), mars 2025 - ²⁰Source : [UNFPA](#), février 2025

Au Mozambique, **Action contre la Faim**

a distribué plus de 2 200 kits de survie (donnée janvier 2025) composé de denrées alimentaires essentielles (biscuits, conserves ou riz) ainsi que de produits d'hygiène. En parallèle, l'organisation a soutenu la construction de latrines et la réhabilitation de points d'eau, en s'appuyant sur des travailleurs locaux et des matériaux issus de marchés locaux, afin de garantir des réponses à la fois rapides, adaptées et durables. **Plan International** a apporté une aide d'urgence aux enfants les plus vulnérables pour assurer leur protection, leur permettre d'accéder à des espaces sécurisés, et leur apporter un soutien psychosocial, notamment à travers des unités mobiles. Des projets éducatifs ont également été mis en place dans un premier temps en camp de réfugiés avec la mise en place de salles de classe et de latrines temporaires, la formation d'enseignants et la fourniture de matériel pédagogique, avant d'accompagner le retour des enfants à l'école. Au-delà de l'aide alimentaire d'urgence, il était essentiel de permettre aux populations victimes de trois cyclones en à peine autant de mois, de reprendre une activité agricole. Plan International a par exemple distribué des semences horticoles à plus de 600 membres d'associations paysannes pour restaurer leurs capacités de production avant la deuxième saison des récoltes.



L'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène constitue également une priorité pour **CARE** ou Solidarités International. À Mayotte, cette dernière a distribué 6 900 kits d'urgence, incluant des pastilles de chloration, du savon, de la lessive et divers articles d'hygiène de première nécessité. Pour permettre aux familles les plus vulnérables d'accéder à une eau potable, des cuves, alimentées par des partenaires locaux, ainsi que des systèmes de distribution temporaires ont été installés ou remis en service à proximité de lieux de vie. Par ailleurs, Solidarités International a formé des membres de ces communautés à l'entretien et à la réparation de ces installations afin d'en assurer la pérennité ; ces formations ont également contribué à renforcer l'autonomie des populations locales.

Malgré ces initiatives, le chemin est encore long : 29 % de la population de l'île ne dispose toujours pas d'un accès à l'eau à domicile, une proportion qui atteint 56 % dans les quartiers précaires. Dans ce contexte, déjà critique avant le passage du cyclone Chido, de nombreux habitants n'ont d'autre choix que de recourir aux eaux de surface, le plus souvent issues des pluies ou des rivières, pour boire, se laver, faire la vaisselle, la lessive... au prix de risques sanitaires élevés, notamment la propagation de maladies hydriques telles que le choléra.



Pour y faire face, **Médecins du Monde** a déployé à Mayotte des actions de prévention ciblées : des maraudes hebdomadaires sont menées dans les bidonvilles où l'organisation intervient ; elles sont complétées par l'installation de points de lavage des mains supplémentaires, la distribution de savons et l'organisation de campagnes de sensibilisation visant à limiter la propagation de la maladie.

Au-delà des enjeux liés à l'accès à l'eau et à l'assainissement, la gestion des déchets constitue un autre défi majeur, particulièrement à Mayotte où certaines zones ont été sévèrement dévastées. L'accumulation de débris et de matériaux détruits complique les efforts de reconstruction et accentue les risques sanitaires.



© Médecins du Monde



© HI 2024

Les équipes de **Handicap International** ont recueilli le témoignage de Claire, infirmière urgentiste à Mayotte :

☞ *Personne n'avait encore jamais vu, ni vécu cela. Mayotte est une île très verte ; là, c'était comme s'il y avait eu un grand feu et que tout avait été rasé, comme si tout était mort. Plus d'arbres ou seulement des troncs ravagés par le vent, les maisons toutes à terre...* ☞

Parallèlement à son travail à l'hôpital, la jeune femme est venue prêter main forte dans un bidonville de Petite-Terre et a constaté l'ampleur de la crise sur place :

☞ *On ne sait pas par où commencer, il y a partout de la tôle, des déchets, des matériaux qui servaient aux maisons. La seule chose que l'on peut faire, c'est d'essayer de les déplacer pour faire un peu de place et reconstruire ce qu'il faut, mais déplacer pour mettre où ?* ☞



URGENCE SÉISME AU MYANMAR

CONTEXTE

Le 28 mars 2025, le centre du Myanmar a été frappé par un puissant séisme de magnitude 7,7. Les secousses, dont l'épicentre se situait à proximité de Mandalay, la deuxième plus grande ville du pays, ont provoqué l'effondrement de nombreux bâtiments, la destruction d'infrastructures essentielles et d'importants dégâts sur les axes de transport.

Dans les heures qui ont suivi, les autorités ont déclaré l'état d'urgence dans plusieurs régions, tandis que les hôpitaux, notamment à Mandalay, ont été rapidement débordés par l'afflux de blessés. Comme après chaque tremblement de terre particulièrement meurtrier, de nombreux survivants ont été pris en charge avec des traumatismes graves, dont des fractures, des lésions à la colonne vertébrale et des traumatismes crâniens, nécessitant une intervention rapide afin de prévenir des décès évitables ou des handicaps permanents.

Ce séisme est survenu dans un pays déjà fortement fragilisé, où près de 20 millions de personnes dépendaient de l'aide humanitaire avant même le drame. Face à l'ampleur des destructions, les autorités birmanes ont exceptionnellement appelé à la mobilisation de la communauté internationale, alors que le système de santé et les infrastructures essentielles étaient gravement affectées.

Un an plus tard, le bilan demeure particulièrement lourd, avec plus de 4 000 morts et plus de 6 000 blessés. Dans ce contexte, les organisations membres d'Alliance Urgences se sont mobilisées pour répondre aux besoins des populations.

LE PROGRAMME HUMANITAIRE D'ALLIANCE URGENCES, PORTÉ PAR SES 6 MEMBRES

- Assistance alimentaire aux populations déplacées et vulnérables.
- Fourniture d'eau potable, réparation ou amélioration des services d'assainissement et actions de sensibilisation et prévention contre les maladies hydriques.
- Distribution de biens de première nécessité (kits d'hygiène, de dignité ou kits d'abris avec tentes, bâches, couvertures, articles essentiels).
- Mise en place d'abris d'urgence et soutien à la reconstruction des logements.
- Soins de santé, incluant la prise en charge des blessés, la rééducation physique, le soutien aux services de santé locaux et l'accompagnement en santé mentale.
- Distribution d'aides à la mobilité (fauteuils roulants, béquilles, etc.).
- Mise en place d'activités de protection de l'enfance avec la création d'espaces temporaires de jeu et d'apprentissage.
- Transferts monétaires pour soutenir l'autonomie des ménages affectés.

Depuis le séisme, la réponse des ONG membres s'est concentrée sur la couverture des besoins de base des populations les plus affectées et les plus vulnérables.

En matière d'alimentation, **Action contre la faim** et **Solidarités International** ont ainsi distribué une aide alimentaire aux populations déplacées²¹ tandis que **Plan International** a apporté une aide directe à plus de 14 000 personnes.²² Ces interventions ont été cruciales dans un contexte où les moyens de subsistance ont été profondément affectés.



À la suite du tremblement de terre, l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement a également été renforcé : Plan International a ainsi soutenu plus de 36 000 personnes grâce à des actions combinant distribution d'eau, de kits d'hygiène et réparation ou installation de services d'assainissement.²³ En complément, Action contre la Faim a déployé des filtres à eau et organisé des campagnes de sensibilisation afin de prévenir les maladies hydriques, en concentrant ses efforts dans des zones de forte vulnérabilité.

²¹ Source : **Solidarités International**, Mars 2025 - ²² Source : **Plan International**, Mars 2026 - ²³ Source : **Plan International**, Mars 2026

Plus d'un an après la catastrophe, la mise à disposition d'abris reste critique malgré la mobilisation d'organisations telles que Plan International, qui a distribué 5 780 kits d'abris, ou de **Handicap International**, qui a fourni tentes, bâches et couvertures dans le cadre de ses kits d'urgence. Aujourd'hui encore, seule environ la moitié des ménages affectés a pu entamer la reconstruction de son logement. En conséquence, de nombreuses familles continuent de vivre dans des conditions précaires, souvent sans conditions de sécurité ou d'intimité adéquates, ce qui accroît les risques de violences, notamment envers les femmes et les filles.²⁴

La distribution de biens non alimentaires a aussi constitué un levier essentiel de la réponse.

Plan International a ainsi soutenu 86 935 personnes avec des kits d'hygiène, des articles de première nécessité et des fournitures spécifiques pour les jeunes femmes. Handicap International a complété cette réponse par la distribution d'équipements d'urgence et d'aides techniques tels que des fauteuils roulants ou des béquilles, améliorant la mobilité de nombreux blessés et donc les conditions de vie des survivants.

Les transferts monétaires mis en œuvre par Handicap International, ont également permis aux ménages de répondre de manière autonome à leurs besoins prioritaires, renforçant leur dignité et leur capacité d'adaptation dans un contexte de relèvement encore fragile.²⁵

Le séisme ayant été particulièrement violent, le soutien en santé mentale et psychosocial a été un pilier majeur de la réponse humanitaire.

Plan International a, par exemple, accompagné 45 130 personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants, à travers des services spécialisés ; l'organisation a par exemple créé 48 espaces temporaires d'apprentissage dans cinq municipalités, offrant ainsi à 18 351 enfants des lieux sûrs pour jouer, apprendre et bénéficier d'un soutien psychosocial.²⁶

En parallèle, Action contre la Faim a intégré des activités de premiers secours psychologiques à ces actions afin de renforcer la résilience communautaire des populations affectées. En effet, la région a continué de subir des épisodes sismiques jusqu'en septembre 2025, parfois en pleine nuit, contraignant les habitants à rester dehors pendant des heures. Ces épisodes ont naturellement alimenté un climat de stress et d'anxiété.²⁷

Présent au Myanmar depuis 1993, **Médecins du Monde** a poursuivi son engagement pour un accès équitable à la santé et aux droits pour toutes et tous, notamment auprès de publics particulièrement vulnérables.²⁸

Enfin, aujourd'hui encore, la réadaptation physique constitue un enjeu crucial pour soigner les traumatismes résultants de l'effondrement de nombreux bâtiments. Handicap International a ainsi accompagné plus de 55 000 personnes, en particulier des blessés graves nécessitant un suivi spécialisé. L'organisation a déployé des services de rééducation d'urgence, en partenariat avec les structures hospitalières de Mandalay, ainsi que des équipes mobiles intervenant au plus près des communautés.²⁹

🗉 *La plupart des blessés ont été transportés à l'hôpital général de Mandalay, mais même là-bas, le système était débordé. Le Myanmar dispose de ressources très limitées et n'était pas équipé pour faire face à l'impact dévastateur d'un tremblement de terre de cette ampleur.* 🗉

Témoignage d'un membre de l'équipe de **CARE** au Myanmar³⁰

²⁴ Source : **Plan International**, Mars 2026

²⁵ Source : **Handicap International**, Avril 2026

²⁶ Source : **Plan International**, Mars 2026

²⁷ Source : **Action contre la faim**, Janvier 2026

²⁸ Source : **Médecins du Monde**, Mars 2025

²⁹ Source : **Handicap International**, Avril 2026

³⁰ Source : **CARE**, Mars 2025





URGENCE CONFLIT AU SOUDAN

© T. Nicholson / HI

CONTEXTE

Deux ans après l'éclatement du conflit au Soudan, le pays s'enfonce dans une spirale de violences, de déplacements massifs et de privations. L'ONU qualifie désormais cette situation de « pire crise humanitaire et de déplacement au monde. »

Si de tels qualificatifs ont déjà été employés par le passé, la crise actuelle se distingue par son ampleur. A titre de comparaison, en 2017, la crise des Rohingyas avait conduit les acteurs humanitaires à venir en aide à près d'un million de personnes déplacées. En Syrie, dès 2011, la guerre civile a contraint près de sept millions de personnes à fuir le pays tandis que sept millions d'autres ont été déplacées à l'intérieur de leurs propres frontières.

Au Soudan, la situation est aujourd'hui encore plus préoccupante : près de 10 millions de personnes sont déplacées et trois millions ont trouvé refuge dans des pays voisins. En 2025, la crise s'est aggravée : d'un risque de famine identifié en 2024, nous sommes passés à des zones de famine avérées avec près de 25 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë.¹ Au total, les Nations unies estiment que les deux tiers des 48 millions de Soudanais et de Soudanaises ont désormais besoin d'aide humanitaire.²

Cette catastrophe est donc d'une ampleur exceptionnelle. Pourtant, elle reste insuffisamment médiatisée et les Nations unies, tout comme les organisations humanitaires, peinent à faire financer leurs actions. Il faudrait aujourd'hui six milliards de dollars pour éradiquer la faim au Soudan³, dont trois milliards de dollars rien que pour venir en aide aux vingt millions de personnes les plus fragiles. Malheureusement, moins de 20 % de ces trois milliards sont aujourd'hui financés.⁴

Malgré ces contraintes, les membres d'Alliance Urgences demeurent pleinement mobilisés et poursuivent leurs actions sur le terrain, au plus près des populations.

LE PROGRAMME HUMANITAIRE D'ALLIANCE URGENCES, PORTÉ PAR SES SIX MEMBRES

- Prise en charge de la malnutrition, y compris aiguë et infantile.
- Sécurité alimentaire et soutien aux moyens de subsistance.
- Accès à l'eau potable, assainissement et hygiène.
- Lutte contre les épidémies, notamment le choléra et le paludisme.
- Soins de santé primaires et d'urgence.
- Protection des populations vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap.
- Réhabilitation physique et soutien aux blessés de guerre.
- Soins en santé mentale et soutien psychosocial.

Présente dans le pays depuis 2018, **Action contre la Faim** a aidé plus de 750 000 personnes en 2024, dont plus de 36 000 enfants traités contre la malnutrition aiguë.⁵ À travers ses programmes de sécurité alimentaire et de moyens d'existence, l'organisation a également apporté une aide financière à plus de 16 000 foyers et distribué des intrants agricoles à 3 300 foyers, contribuant ainsi à restaurer des moyens de subsistance essentiels.⁶

Depuis trois ans, de nombreuses ONG dont Action contre la Faim et **Solidarités International** œuvrent pour garantir l'accès à l'eau aux populations les plus vulnérables. Dans la région de Gedaref, un véritable refuge à l'est du pays, Solidarités International assure un approvisionnement régulier en eau potable par camions-citernes dans des sites de rassemblement tels que les écoles d'UmGulja. L'organisation a également réhabilité des points d'eau, sécurisé des puits ouverts et installé des systèmes de pompage solaire via panneaux photovoltaïques, permettant un accès durable à l'eau pour de nombreux déplacés.⁷



© Christophe Da Silva / Action contre la Faim



© SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

En parallèle, Solidarités International mène des actions décisives pour contenir l'épidémie de choléra. Au-delà des campagnes de sensibilisation aux gestes essentiels, comme le lavage des mains, ses équipes ont construit ou réhabilité des latrines en mobilisant une main-d'œuvre issue des communautés déplacées.

L'ONG a également installé des incinérateurs dans cinq hôpitaux ainsi qu'au centre de traitement du choléra de Gedaref. Ces efforts sont complétés par une gestion rigoureuse des déchets, avec la création de fosses dédiées et le compactage de plus de 4 000 tonnes d'ordures, contribuant ainsi à améliorer durablement les conditions sanitaires et à freiner la propagation des maladies.⁸

⁵ Source : **Action contre la Faim**, 2024 - ⁶ Source : **Action contre la Faim**, 2024 - ⁷ Source : **Solidarités International** - ⁸ Source : **Solidarités International** Juin 2025

Présente au Soudan depuis 1979, **CARE** joue un rôle clé dans l'accès aux services essentiels. L'organisation a construit des latrines, dont des modèles sécurisés conçus spécialement pour répondre aux besoins des femmes. L'ONG membre d'Alliance Urgences déploie également des cliniques mobiles capables d'assurer des soins de santé primaire, de garantir l'accès à la santé sexuelle et reproductive ainsi que la prise en charge de la malnutrition infantile, y compris dans les zones dépourvues d'infrastructures médicales.⁹ Ces interventions sont vitales alors qu'en 2025, les Nations unies estimaient que 70 à 80 % des établissements de santé dans les zones touchées par le conflit étaient hors service ou saturés.¹⁰



Dans le camp de Dar Omo, **Médecins du Monde** gère une clinique capable d'assurer jusqu'à 200 consultations ambulatoires par jour. Elle comprend une salle d'urgence dédiée à la stabilisation des cas critiques avant leur transfert vers un hôpital géré par Médecins Sans Frontières dans la ville de Kas. Les équipes y prennent en charge les maladies infectieuses courantes, les pathologies chroniques et le paludisme ¹¹, qui a atteint des proportions épidémiques, le Soudan représentant à lui seul 41 % des cas mondiaux.¹² Dans ce contexte de crise prolongée, les besoins en santé mentale sont également critiques : les populations déplacées présentent des taux élevés de dépression, d'anxiété et de syndrome de stress post-traumatique. Médecins du Monde forme ainsi des assistants de santé communautaire aux premiers secours psychologiques, afin d'assurer un soutien de première ligne, tout en renforçant les capacités locales et la résilience des populations, quitte à orienter les cas les plus graves vers des services spécialisés.¹³

⁹ Source : **CARE**, 2025 - ¹⁰ Source : **OMS**, Janvier 2025 - ¹¹ Source : **Médecins du Monde** 2026 - ¹² **ReliefWeb**, May 2026 - ¹³ **Médecins du Monde**, 2026

Dans l'État d'Al Jazirah, au sud-est du pays, **Handicap International** intervient dans quatre hôpitaux et plusieurs centres de réadaptation afin de fournir des soins spécialisés, distribuer des aides techniques et proposer des thérapies de stimulation pour les enfants souffrant de malnutrition, afin de prévenir des handicaps à long terme.

À l'ouest, dans le Darfour du Nord, l'organisation prend en charge des blessés de guerre et des personnes traumatisées par les déplacements forcés, en leur offrant des soins de réadaptation d'urgence. En 2025, près de 2 400 personnes ont ainsi été accompagnées, avec plus de 9 500 séances de réadaptation dispensées.¹⁴ Au Soudan, Handicap International reste l'une des seules organisations internationales à offrir ces services mais comme de nombreuses ONG, faute de financements, son action reste limitée face à l'ampleur des besoins.



© A. Larcen / HI



© Plan International / Mohamed Salah

Enfin, en 2025, **Plan International** a mis en place des espaces sécurisés adaptés aux enfants, des lieux de vie où ils peuvent jouer, apprendre, souffler et vivre leur vie d'enfant. L'association a également poursuivi ses distributions de vivres, de kits de dignité pour les filles et le déploiement de services de protection pour les enfants non accompagnés.¹⁵

¹⁴ **Handicap International**, avril 2026 - ¹⁵ Source : **Plan International**, Octobre 2025

FONDS D'URGENCE

POUR ÊTRE PRÊTS À TOUT, TOUT DE SUITE, TOUT LE TEMPS !

D'après les Nations unies, en 2025, un enfant sur cinq, soit près de 400 millions d'enfants, vivaient en zones de conflit ou tentaient d'en fuir.³¹

La multiplication des conflits de haute intensité, notamment au Soudan, à Gaza ou en Ukraine, ainsi que les atteintes répétées au droit international humanitaire, contribuent à l'aggravation continue des violences. Dans ce contexte, l'augmentation du nombre de victimes s'accompagne mécaniquement d'une hausse des besoins en aide humanitaire pour les populations affectées et survivantes.

À ce constat s'ajoute une baisse drastique et sans précédent des financements.

Depuis le 20 janvier 2025, l'administration américaine a suspendu l'ensemble des programmes de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), avant d'en acter la suppression. Ces financements représentaient plus de 40 % de l'aide humanitaire mondiale en 2024, soutenaient des projets dans 158 pays et couvraient jusqu'à 50 % de l'aide humanitaire totale pour certains d'entre eux.³²

Cette décision ne constitue malheureusement pas un cas isolé : elle s'inscrit dans une tendance de fond amorcée dès 2023.³³ Cette année-là, l'aide publique au développement française a reculé d'environ 11 %, avant de poursuivre sa baisse en 2024 (-9 %), puis à nouveau en 2025 (-11 %) avec une diminution cumulée de près de 2,5 milliards d'euros entre 2022 et 2025.³⁴

D'autres grands pays donateurs ont suivi une trajectoire similaire : le Royaume-Uni et le Japon ont également réduit leurs contributions tandis que l'Allemagne a enregistré une baisse particulièrement marquée, de l'ordre de 6 à 7 milliards entre 2023 et 2024.³⁵

Au total, **en 2025, l'aide publique au développement des pays de l'OCDE a connu une chute historique de plus de 23 %**, confirmant l'ampleur d'un désengagement sans précédent face à des besoins humanitaires pourtant en constante augmentation.³⁶

Dans ces conditions, l'existence même d'Alliance Urgences, bien qu'impactée, demeure plus que jamais d'actualité et son fonctionnement s'est adapté à cette nouvelle réalité.

Depuis 2025, il est possible d'effectuer un don à Alliance Urgences à tout moment de l'année, indépendamment des campagnes d'appel à dons déclenchées lors de situation d'urgence humanitaire, grâce à l'ouverture permanente de son Fonds d'urgence.

Ce nouveau mode de fonctionnement a notamment permis aux ONG membres de financer en partie leurs actions là où l'aide humanitaire commence malheureusement à s'inscrire dans le temps.

En Ukraine, par exemple, les six membres d'Alliance Urgences poursuivent leurs engagements au service des populations les plus vulnérables. Pour bon nombre d'entre elles, leurs actions se concentrent sur la distribution de nourriture, d'eau, de kits d'hygiène et de produits de première nécessité dans les régions proches de la ligne de front, récemment libérées ou régulièrement bombardées.

Action contre la Faim a ainsi déployé des cuisines mobiles en partenariat avec une association locale. À l'issue de ce programme, 2 400 personnes vulnérables résidant dans des villages des régions de Kharkiv et de Donetsk, situés à proximité immédiate de la ligne de front, ont reçu une aide alimentaire.³⁷

D'autres organisations, à l'image de **Solidarités International**, s'emploient à rétablir l'accès à l'eau potable ou à réhabiliter des logements endommagés ou détruits.³⁸

³¹ Source : **Global Humanitarian Overview 2025**, OCHA, Décembre 2024 - ³² Pierre Brunet, « **Humanitaire : Fin de l'âge d'or, grandes incertitudes ... Solutions ?** », Défis Humanitaires, Avril 2026 - ³³ Source : **Coordination Sud**, 2023 - ³⁴ Source : OCDE, Juillet 2025 - ³⁵ Ibidem - ³⁶ Ibidem
³⁷ Source : **Action contre la Faim**, Mai 2025 ³⁸ - Source : **Solidarités International**, 2025

Plan International, CARE, Handicap International et Médecins du Monde ont, quant à elles, fournis des soins en santé mentale et développé le soutien psychosocial à destination des populations les plus affectées, en particulier les enfants et leurs familles.^{39 40 41}

⁴² L'accès aux soins de santé primaire demeure également une priorité : CARE a ainsi déployé des équipes mobiles et distribué matériel médical ainsi que des médicaments tandis qu'Handicap International s'est concentrée sur la réadaptation physique et fonctionnelle des grands blessés de guerre.

Handicap International a par ailleurs fait de la sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs de guerre afin de limiter les risques de blessures et de handicaps permanents.

Enfin, via Atlas Logistique, l'une de ses unités opérationnelles, Handicap International a contribué à faciliter l'accès humanitaire pour de nombreux acteurs de l'aide en fournissant des services partagés gratuits de stockage et de transport, permettant ainsi d'améliorer l'acheminement de l'aide vers les populations les plus isolées.⁴³

À Gaza, certaines des ONG membres d'Alliance Urgences poursuivent leurs activités, en dépit d'un contexte sécuritaire particulièrement sensible et d'un accès plus que limité, tant pour les biens que les personnes.

Handicap International continue ainsi de fournir des orthèses et prothèses temporaires grâce aux équipes gazaouies de son centre de Khan Younès.⁴⁴

Implantée au centre de Gaza depuis 2024, Solidarités International fournit essentiellement une aide d'urgence assurant l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, ainsi qu'une aide alimentaire et des abris, en s'appuyant sur un partenaire local.⁴⁵

Médecins du Monde travaille également avec un partenaire local et développe la prise en charge des soins en santé mentale et soutien psychosocial par les hôpitaux et centres de santé, en luttant notamment contre la stigmatisation. L'ONG forme également le personnel aux questions de santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents,

tout en organisant des sessions de sensibilisation pour le plus grand nombre, dans une zone où le sujet demeure encore largement tabou.⁴⁶

À Gaza, les nourrissons et jeunes enfants sont parmi les plus exposés au risque de maladie, de malnutrition et de retard de développement. En même temps, les personnes qui s'occupent d'eux subissent un stress extrême, des traumatismes, des interruptions de l'allaitement et dispose d'un accès limité ou entravé aux services de santé ; toutes ces conditions affectent directement la survie et le développement des nouveau-nés. Action contre la Faim a donc mis en place des espaces amicaux Mère-Bébé. Ils offrent un lieu et un temps dédiés pour apprendre (et s'enseigner mutuellement) des techniques pratiques pour augmenter la production de lait, pratiquer une alimentation complémentaire sûre et prévenir les risques nutritionnels courants en situation d'urgence. Depuis le lancement des espaces amicaux Mère-Bébé en mars 2025, Action contre la Faim a soutenu près de 10 000 mères et personnes en charge d'enfants, un accompagnement essentiel pour prévenir et combattre la malnutrition, assurer une croissance physique et cognitive, identifier précocement la malnutrition aiguë et orienter rapidement vers un traitement.⁴⁷

Plan International agit également auprès des enfants et de leurs familles. En partenariat avec des organisations locales palestiniennes, l'ONG a concentré son intervention sur la protection des enfants, en particulier des filles, et sur la réponse aux besoins essentiels des populations déplacées. Les activités comprennent la distribution d'eau potable, de nourriture, de kits d'hygiène et de dignité, de couvertures, de matelas et d'abris d'urgence, ainsi que des actions de protection de l'enfance, de soutien psychosocial, de prévention des violences basées sur le genre et de création d'espaces adaptés aux enfants lorsque les conditions de sécurité le permettent. Une attention particulière est portée aux adolescentes et aux femmes, notamment par la distribution de kits d'hygiène menstruelle et par des services de soutien aux survivantes de violences. Plan International soutient également la continuité de l'éducation à travers des solutions temporaires d'apprentissage et la fourniture de matériel éducatif dès que les conditions d'accès le permettent.

³⁹ Source : **Plan International**, 2025 - ⁴⁰ Source : **CARE**, 2025 - ⁴¹ Source : **Handicap International**, 2025 - ⁴² Source : **Médecins du Monde**, Février 2026

⁴³ Source : **Handicap International**, 2025 - ⁴⁴ Source : **Handicap International**, Juillet 2025 - ⁴⁵ Source : **Solidarités International**, 2025

⁴⁶ Source : **Médecins du Monde**, 2025 - ⁴⁷ Source : **Action contre la Faim**, Décembre 2025

RAPPORT FINANCIER

MOT DU TRÉSORIER

L'année 2025 marque une phase de transition importante pour Alliance Urgences, dans un contexte de contraction sans précédent des financements humanitaires. Cette situation a affecté nos capacités de collecte tout en renforçant notre exigence de rigueur dans la gestion des ressources.

Au cours de l'exercice, Alliance Urgences a collecté 43 215 € de dons, incluant notamment le soutien significatif de KPMG à hauteur de 25 000 €, ainsi que 85 000 € de cotisations des organisations membres. Le nouveau fonctionnement du Fonds d'urgence, désormais accessible tout au long de l'année, contribue à sécuriser nos ressources et à apporter une réponse plus agile aux crises.

Malgré ce contexte contraint, nous avons maintenu notre priorité : maximiser les moyens alloués aux actions de terrain. Ainsi, 84 % des fonds collectés ont été dédiés aux missions sociales, au service des populations affectées par les crises, notamment au Soudan, à Mayotte et au Mozambique après le cyclone Chido et au Myanmar. L'exercice se traduit également par une baisse de notre trésorerie et de nos fonds propres, avec un total de bilan s'établissant à 152 291 € contre 242 108 € en 2024. Cette évolution s'accompagne d'une vigilance accrue dans un contexte de transformation de notre modèle.

Dans ce contexte, l'engagement de nos donateurs, de nos partenaires et des équipes des ONG membres est plus que jamais essentiel. Qu'ils en soient ici sincèrement remerciés.

L'année 2026 devra être celle de la consolidation afin de poursuivre notre mission : apporter une aide rapide, coordonnée et efficace aux populations les plus vulnérables.

Kevin Goldberg

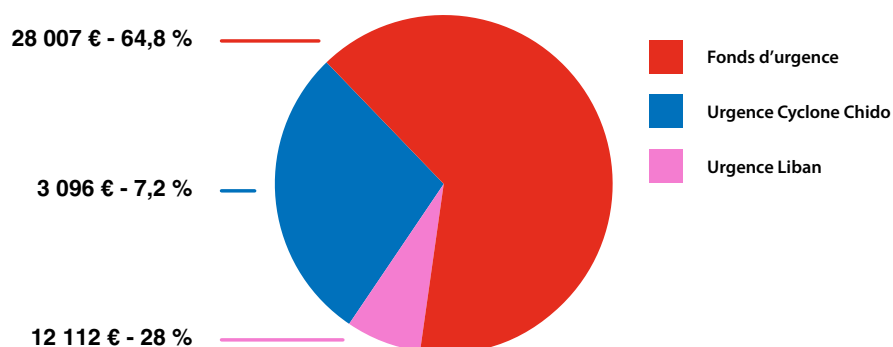
Trésorier d'Alliance Urgences

Directeur général de Solidarités International

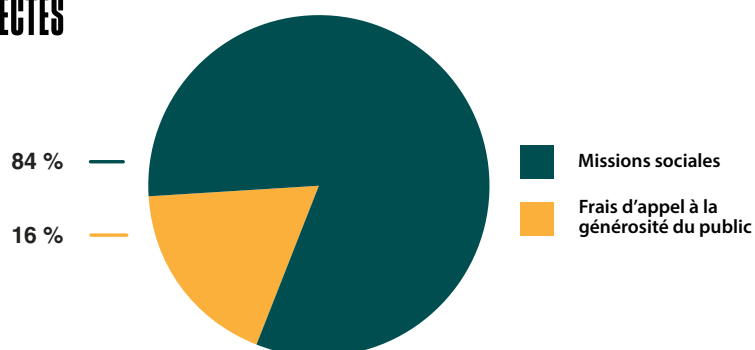
RESSOURCES ALLIANCE URGENCES 2025



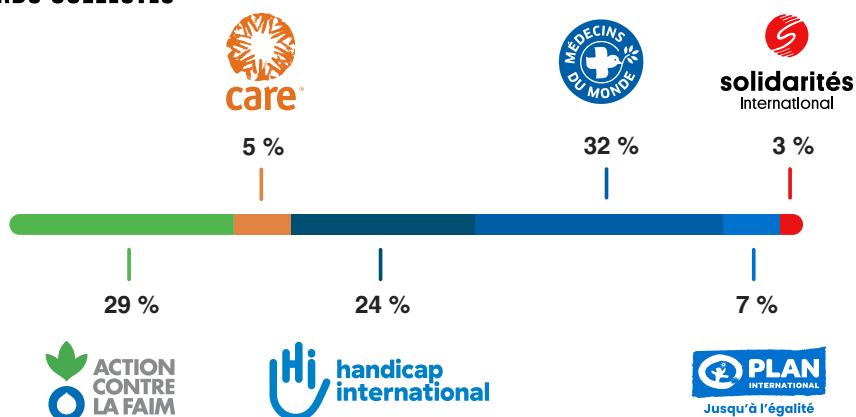
FONDS COLLECTÉS



UTILISATION DES FONDS COLLECTÉS



RÉPARTITION DES FONDS COLLECTÉS



COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION POUR L'ANNÉE 2025

En milliers d'euros

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	31/12/2025		31/12/2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	43 215	43 215	55 339	55 339
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénats				
- Dons manuels	43 215	43 215	55 339	55 339
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénats				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	88 173		229 601	
2.1 Cotisations avec contrepartie	85 000		229 000	
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	3 173		601	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS				
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS				
5 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTERIEURS				
TOTAL	131 388	43 215	284 940	55 339
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	36 220	36 220	49 781	49 781
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	36 220	36 220	49 781	49 781
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 995	6 995	5 558	5 558
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 995	6 995	5 558	5 558
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	178 266		226 684	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-734		1 322	
5 - IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES	275		13	
6 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE				
TOTAL	221 022	43 215	283 358	55 339
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-89 634		1 582	

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2025		31/12/2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	30 500	30 500	287 493	287 493
- Bénévolat				
- Prestations en nature	30 500	30 500	287 493	287 493
- Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	7 130			
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE			49 847	
- Prestations en nature			49 847	
- Dons en nature				
TOTAL	37 630	30 500	337 340	287 493
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France				
- Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS	30 500	30 500	287 493	287 493
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	7 130		49 847	
TOTAL	37 630	30 500	337 340	287 493

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC POUR L'ANNÉE 2025

(Loi n°91-772 du 7 août 1991)
En milliers d'euros

EMPLOIS PAR DESTINATION	31/12/2025	31/12/2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/12/2025	31/12/2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	36 220	49 781	1 - RESSOURCES LIEES À LA GENEROSITE DU PUBLIC	55 339	55 339
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme			1.2 Dons, legs et mécénats	55 339	55 339
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France					
1.2 Réalisées à l'étranger	36 220	49 781	- Dons manuels	55 339	55 339
- Actions réalisées par l'organisme			- Legs, donations et assurances-vie		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	36 220	49 781	- Mécénats		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 995	5 558	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 995	5 558			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS	43 215	55 339	TOTAL DES RESSOURCES	43 215	55 339
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	43 215	55 339	TOTAL	43 215	55 339
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)		

EMPLOIS DE L'EXERCICE	31/12/2025	31/12/2024	RESSOURCES DE L'EXERCICE	31/12/2025	31/12/2024
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
- Réalisées en France			- Bénévolat		
- Réalisées à l'étranger			- Prestations en nature	30 500	287 493
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS	30 500	287 493	- Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL	30 500	287 493	TOTAL	30 500	287 493

FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	31/12/2025	31/12/2024
FONDS DÉDIÉS EN DÉBUT D'EXERCICE		
(-) Utilisation		
(+) Report		
FONDS DÉDIÉS EN FIN D'EXERCICE		

BILAN

ACTIF (EN EUROS)	31/12/2025 (NET)	31/12/2024 (NET)
Actif immobilisé	507	875
Créances	100 141	145 006
Disponibilités	37 970	77 775
Charges constatées d'avance	13 672	18 452
TOTAL	152 291	242 108

PASSIF (EN EUROS)	31/12/2025 (NET)	31/12/2024 (NET)
Fonds propres	16 032	105 667
Provisions	0	1 102
Dettes	5 962	33 774
Produits constatés d'avance	130 295	101 566
TOTAL	152 291	242 108

L'ALLIANCE URGENCES ET SES ORGANISATIONS MEMBRES REMERCIENT CHALEUREUSEMENT POUR LEUR SOUTIEN EN 2025 :

LES 227 DONATRICES ET DONATEURS PARTICULIERS, ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS, L'AYANT SOUTENU CETTE ANNÉE, EN PARTICULIER KPMG POUR SON DON DE 25 000 EUROS AU PROFIT DES VICTIMES DE LA GUERRE CIVILE AU SOUDAN.

LES MÉDIAS ET RÉGIES PUBLICITAIRES

- La Régie 1981 (ADO, Blackbox, Latina, Vibration, Wit FM)
- Electre S.A. (Livres Hebdo)
- Groupe Oxygène (Secours Mag)
- Le Châtillonnais et l'Auxois
- Lyon Décideurs
- Santécom (magazines bien-être & santé)
- JCDecaux





© K. Nateel / HI

ALLIANCE URGENCES

Association loi 1901, créée et constituée par les ONG Action contre la Faim, CARE France, Handicap International, Médecins du Monde, Plan International France et Solidarités International.

138 avenue des Frères Lumière, 69008 Lyon - contact@allianceurgences.org - www.allianceurgences.org

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2025

Jusqu'à juin 2025 : Vincent Créhalet (Président) (Action contre la Faim), Guillaume Cotillard (Secrétaire Général) (Médecins du Monde), Carole Léger (Trésorière) (Plan International), Adéa Guillot (CARE France), Camille Jury (Handicap International), Cécile Coldefy-Lefort (Solidarités International)

À partir de juin 2025 : Anne Bideau (Présidente) (Plan International), Marie Eve Bugnet (Secrétaire Générale) (Handicap International), Kévin Goldberg (Trésorier) (Solidarités International), Eric Tran (Action contre la Faim), Emanuela Croce (CARE France), Joël Weiler (Médecins du Monde).

RAPPORT ANNUEL 2025

Rédaction : les équipes de Handicap International

Réalisation : Bastien Nups

Photo de couverture : © Christophe Da Silva / Action contre la Faim

CONTACTS

PRESSE – medias@allianceurgences.org

PARTENAIRES MÉDIAS – promotion@allianceurgences.org

AUTRES – contact@allianceurgences.org



1 CLIC, 1 DON, 6 ONG EN ACTION